

## Pour notre rencontre de Grenoble

Presque trois mois se sont écoulés depuis les résultats des élections européennes. Ils ont suscité nombre d'analyses et supportent plusieurs interprétations. Mais, il y a un point qui s'impose pour nous : ils s'inscrivent dans un contexte marqué par la contre-performance des socialistes européens et les difficultés de l'idéologie socialiste. Il y a bien sûr des exceptions, en Grèce, en Suède, au Danemark. Mais la plupart des partis, quand ils sont au pouvoir, ont reculé, ainsi que plusieurs partis dans l'opposition, particulièrement en France et en Finlande. Il est sûr que des spécificités nationales expliquent ce vote - qu'il ne faut d'ailleurs pas surinterpréter, compte tenu de l'importance de l'abstention. Mais, il doit servir de signal d'alerte.

Il a été remarqué à de nombreuses reprises que la crise économique actuelle appelle des solutions et des mesures de nature social-démocrate, pour mettre en oeuvre les moyens d'une régulation financière et de contrôle, pour définir des mesures sociales et environnementales pour intervenir dans les politiques industrielles, etc. C'est si vrai que des gouvernements de droite le revendique aujourd'hui pour eux-mêmes dans leurs discours et, partiellement, dans les actes (au moins à titre provisoire).

Si les partis sociaux-démocrates ont été pris à contre-pied, cela tient sans aucun doute, d'abord, à un manque de volonté politique - non pas tant au niveau national qu'au niveau européen. Le texte du « **Manifesto** » présentait un progrès réel et offrait un cadre programmatique adapté à la situation des économies européennes. La décision de Gordon Brown et de José Luis Zapatero de ne pas s'opposer à la reconduction de Barroso a fait plus que de jeter un doute sur la capacité des socialistes européens de porter une politique différente de celles menées jusque-là. Or, la coopération européenne fait partie des solutions novatrices. Les chefs de gouvernement sociaux-démocrates n'ont pas montré qu'ils étaient prêts à dépasser le cadre intergouvernemental dans lequel s'enferment les droites européennes. Désigner un candidat commun à la Présidence de la Commission - même sans possibilité immédiate de l'emporter - aurait été un premier pas indispensable.

Cela entraîne une première réflexion pas assez souvent soulignée. Avant de voir les véritables manques du projet social-démocrate, il faut simplement dire que beaucoup dépend des partis eux-mêmes, de leur capacité à surmonter leurs faiblesses et à trouver des idées neuves. Il n'y a pas (encore ?) de force pouvant les remplacer comme les partis de l'alternative avec les partis conservateurs. La vague verte réelle demeure néanmoins limitée (pas plus de 7 % du Parlement

Européen) et il n'y a pas eu de poussée des partis d'extrême gauche. Le risque majeur aujourd'hui est que les droites gouvernent longtemps...

À côté de toutes les réformes internes concernant les structures et les pratiques partisans - qui ont montré leur importance dans la mesure où les conditions de la vie politique changent dans des sociétés où les intérêts collectifs sont plus difficiles à représenter et qui ont, avec les technologies de la communication, des moyens nouveaux pour le débat et l'action politiques - l'essentiel porte néanmoins sur la vision que peut offrir aujourd'hui le socialisme européen. Il s'est fondé historiquement comme une réponse à la question sociale ouverte avec la révolution industrielle et le développement du capitalisme et au défi de la démocratie. Partis, justement dits, sociaux-démocrates, ils ont largement contribué à mettre en œuvre les compromis entre le capital et le travail qui ont permis l'instauration des différents modèles d'État-social que nous connaissons aujourd'hui. Ce combat plus que séculaire n'est pas périmé. Cet acquis doit être préservé. Et pour l'être, cela demande de repenser l'architecture même de l'État-social pour socialiser les risques sociaux tout en personnalisant davantage ses services. C'est déjà une tâche importante où des solutions novatrices sont attendues des socialistes pour l'éducation, la santé, les retraites.

Mais elle ne s'arrête pas là. Il y a, en effet, une aspiration désormais, à penser et à mettre en œuvre une transition vers un modèle de développement, à la fois, plus humain et plus respectueux des équilibres écologiques. C'est ce que les partis et les mouvements « Verts » expriment. C'est un véritable enjeu qui peut devenir structurant. Il ne faut donc pas s'y tromper, derrière les aspects conjoncturels d'un vote, il y a une vraie substance. Non que les partis socialistes ne l'aient pas déjà dit et écrit... Notre **Déclaration de principes** parle d'une « économie sociale et écologique de marché ». Mais les termes d'un nouveau compromis entre le capital, les besoins de la société et la nature ne peuvent pas s'entendre seulement en termes généraux. Ils supposent des choix et des arbitrages courageux pour convaincre de notre détermination. La grave crise mondiale que nous traversons doit être l'occasion de faire ce pas en avant. Il était sorti de celle des années trente, les idées et les institutions, qui ont fait les politiques socialistes des décennies suivantes. C'est notre défi actuel. Mais le temps est compté, car un grand passé ne suffit pas à fonder un avenir.

Comment relever le défi ? Il faut, d'abord, prendre le temps du travail - ce qui est frustrant tellement nous aimerions trouver la solution en un coup de baguette magique... Évidemment

nous avons déjà en tête des mesures économiques et sociales qui seraient mieux adaptées pour lutter contre les effets de la crise que celles que la droite met en œuvre. Nous sommes armés pour le débat d'actualité - plus parfois que nous le pensons. Mais, il s'agit de partir de plus loin pour penser le nouveau cadre institutionnel, dans ses dimensions politiques, économiques, sociales, que le socialisme doit présenter dans une période nouvelle. À chaque grande mutation du capitalisme, à la fin du XIXe siècle, dans les années trente, des réponses fortes ont été proposées par le socialisme et le syndicalisme européens, avec des institutions nouvelles, le suffrage universel, l'éducation, le droit du travail, dans le premier cas, l'État-social, une socialisation partielle de l'investissement, dans le second cas. Cela ne s'est pas fait, en un coup, mais par un processus de réformes étalées sur plus de deux décennies dans chacun des cas. La difficulté, aujourd'hui, est que nous devons penser à de nouveaux équilibres à plusieurs échelles, nationale évidemment, mais tout autant européenne et mondiale. C'est en sachant ce que doivent être les principes d'action de demain que nous pourrons rendre les arbitrages nécessaires qui nous ont manqué dans la période passée pour savoir jusqu'où doivent aller la solidarité et la responsabilité dans des questions aussi concrètes que celles des retraites, de la santé, de la formation, etc. Dessiner les nouveaux contours de l'action publique, à différentes échelles, telle est la tâche que nous voulons mener avec d'autres. Cette question sera au centre de notre rencontre de Grenoble le 19 septembre.

Alain BERGOUNIOUX